

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

Le Crime d'Association de Malfaiteurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 25 Novembre 1912

PAR

Camille CHANTERET



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3

1912

**Le Crime
d'Association de Malfaiteurs**

Le Crime d'Association de Malfaiteurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 25 Novembre 1912

PAR

Camille CHANTERET



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3

1912

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER C. ✱, I. ✱, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, Doyen.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC (P.), I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECCQ, I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THESE

MM. GARRAUD, professeur, *Président*.

Jean APPLETON,	} <i>Suffragants</i> .
BROUILHET,	

INTRODUCTION

La section V du titre I^{er} du livre III du Code pénal traite de trois infractions : l'association de malfaiteurs, le vagabondage et la mendicité, qui ont un caractère commun. Elles sont répréhensibles moins à raison de leur immoralité et de leur gravité propre que parce qu'elles correspondent à un état de prédisposition au crime. Le vagabond mendiant, par exemple, est souvent un malheureux inoffensif ; mais sa vie errante dans les campagnes le pousse volontiers à mal faire. La vue du bien d'autrui dans les maisons solitaires dont il approche, excite la convoitise de cet affamé qui cède à la tentation. Son méfait consommé, il ira plus loin — toujours plus loin. L'occasion se présente à nouveau : il vole encore. Et si la justice ne réussit pas à l'arrêter dans cette voie, c'est bientôt un voleur qui ne compte plus ses exploits.

La loi a donc voulu frapper ceux qui sont ainsi une menace perpétuelle pour la société et prévenir ainsi les actes regrettables auxquels ils se livreraient un jour ou l'autre. C'est à ce titre que le crime d'association de malfaiteurs est prévu par la loi.

Le crime d'association de malfaiteurs qui fait l'objet de cette étude est l'un des moins connus, non seulement du grand public, mais du public éclairé et même du

monde judiciaire. Sa dénomination même à quelque chose de suranné ; elle semble nous reporter à un siècle en arrière et ne faire allusion qu'aux assassinats des bandits qui attaquaient la diligence sur les routes d'autrefois. Il faut ajouter que prévu par nos lois, il fait rarement l'objet de poursuites devant nos Cours d'assises. N'existe-t-il donc plus ?... Est-ce un crime disparu dans l'état de nos mœurs ?...

Ce serait une erreur de penser ainsi. Si l'association, mise en commun pour triompher d'efforts individuels impuissants, a été pratiquée de tout temps et dans tous les pays, c'est en notre siècle surtout qu'elle est devenue le véritable dogme de l'activité humaine dans toutes ses manifestations justes ou injustes. Les hommes s'associent pour faire le bien, mais ils s'associent également pour faire le mal.

Si les temps passés ont connu les bandes obéissant à des chefs comme Mandrin, c'est bien plutôt de nos jours, croyons-nous, que se rencontre la véritable association de malfaiteurs, réunion d'hommes créée et organisée suivant des règles déterminées dans un but précis. Des éléments nouveaux d'ordre matériel ou moral favorisent d'ailleurs l'éclosion de semblables organisations : la facilité des communications internationales, la rapidité des moyens de locomotion, l'évolution des idées libertaires, leur propagation par la presse et, nous le verrons plus tard, la disparition du sentiment religieux, etc.

Nous n'hésitons pas à croire, et nous en signalerons des exemples, que c'est de nos jours surtout qu'existent des associations de malfaiteurs, et la répression qui s'impose est une question d'actualité.

C'est pourquoi s'il suffit la plupart du temps de poursuivre auteur principal et complices comme coupables de

crimes et délits spéciaux prévus par nos lois, il semble aujourd'hui indispensable de faire revivre un moyen de répression qui semble quelque peu oublié.

Les événements survenus en particulier au cours des années 1911 et 1912 dans la région de *Paris* justifient l'intérêt considérable de la société à voir le crime d'association de malfaiteurs recherché et puni indépendamment de tous autres. La loi met en effet à la disposition de la justice un moyen préventif contre le vol et l'assassinat : la possibilité de frapper le malfaiteur avant qu'il ait accompli son crime, par cela seul qu'il est convaincu d'être affilié à une association dont le but est criminel. Mais en face de cet intérêt considérable de la société à rechercher et punir le crime d'association de malfaiteurs, une objection se pose immédiatement. Alors que rien n'a manifesté chez l'agent la volonté de nuire, qu'aucun dommage n'a été commis contre les personnes ou la propriété, la conscience du juge ne se révoltera-t-elle pas à l'idée de prononcer contre l'accusé la lourde condamnation prévue par la loi ? C'est à ce point de vue que nous aurons à examiner la question de savoir si la qualification de malfaiteur suppose ou non la perpétration de méfaits antérieurs.

Nous nous proposons d'étudier successivement ici d'abord le crime d'association de malfaiteurs tel qu'il était prévu par le Code pénal, puis tel qu'il résulte de la loi du 18 décembre 1893. Après quoi nous examinerons quelle est la portée en cette matière de la législation actuelle.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

L'association de malfaiteurs dans le Code pénal

CHAPITRE PREMIER

LE CRIME PRÉVU PAR LES ARTICLES 265 ET SUIVANTS DU
CODE PÉNAL EST UNE INFRACTION BIEN DISTINCTE.

Le crime d'association de malfaiteurs est prévu aux articles 265 et suivants du Code pénal qui disposent ainsi :

ART. 265. — Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.

ART. 266. — Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants ou de conventions tendant à faire rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

ART. 267. — Quand ce crime n'aura été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes seront punis des travaux forcés à temps.

ART. 268. — Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou à leurs divisions des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

L'article 265 pose un principe : il met au rang des infractions ce qui sans être licite ne constituait pas jusqu'alors une infraction spéciale. Il crée un crime nouveau qu'il importe de différencier d'infractions avec lesquelles il semble volontiers se confondre. Tout d'abord, à cet égard, la distinction est bien nette entre l'association de malfaiteurs qui nous occupe et la réunion en bandes armées. Le crime de réunion en bandes armées est prévu par l'article 96 du Code pénal.

ART. 96. — Quiconque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtiments appartenant à l'Etat, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou commandement quelconque, sera puni de mort.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes ou leur auront, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instruments de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront de toute autre manière pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes.

Il résulte très nettement de ce texte qu'il vise les crimes tendant à troubler l'Etat par la dévastation et le pillage, crimes dirigés contre la chose publique, contre un gouvernement : c'est l'acte de la populace, qui marcherait en armes sur une prison dont elle voudrait arracher les détenus, ou contre une assemblée électorale pour l'expulser. D'autre part si le dernier paragraphe de l'article 96 emploie le terme d'« association », il est bien certain qu'il ne saurait avoir ici le sens qu'il aura dans l'article 265. Il n'implique pas une organisation proprement dite, comportant des membres adhérents, qui en connaissent

et pratiquent les règles et tendent par tous leurs actes au but qu'ils se sont proposé d'atteindre.

A notre avis, le terme d'association dans l'article 96 serait synonyme de « complot » ; il s'agit de quelque chose de soudain et violent.

Enfin, le crime prévu par l'article 96 n'a point comme celui de l'article 265, ce caractère préventif que nous étudierons.

S'il ne suppose point le pillage des propriétés publiques ou nationales, il n'est susceptible de répression que dans des cas déterminés, et suivant le rôle joué par l'individu dans la sédition.

Il résulte en effet de la combinaison des articles 97, 98, 99 et 100, que si la réunion séditeuse n'avait point eu pour objet ni résultat l'un des crimes prévus aux articles 86, 87 et 91, c'est-à-dire contre l'Empereur ou sa famille (1) en vue de changer la forme du gouvernement ou en vue de naître la guerre civile, l'individu quoique faisant partie de la bande n'encourait aucune peine s'il n'était point sur les lieux de la sédition.

En outre l'article 100 disposait :

ART. 100. — Il ne sera prononcé aucune peine, pour le fait de sédition, contre ceux qui, ayant fait partie de ces bandes sans y exercer aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonctions, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditeuse, sans opposer de résistance et sans armes.

Ils ne seront punis, dans ce cas, que des crimes particuliers qu'ils

(1) Il faut signaler en passant que l'avènement du régime républicain a implicitement abrogé les articles 86 et 87 C. P. Le Président de la République et les membres de sa famille, sont, en ce qui touche les attentats contre la vie ou contre la personne, protégés uniquement par le droit commun.

auraient personnellement commis, et néanmoins ils pourront être renvoyés pour cinq ans ou au plus jusqu'à dix, sous la surveillance spéciale de la haute police.

Le crime d'association de malfaiteurs se distingue donc de celui de réunion en bandes armées à trois points de vue principaux :

a) A l'inverse de l'article 265, l'article 86 vise les attentats contre les intérêts publics.

b) L'article 86 exige moins une véritable organisation qu'une adhésion temporaire.

c) La simple affiliation a une bande armée n'est pas toujours par elle-même constitutive du crime prévu à l'article 86.

Il nous semble nécessaire également de distinguer le crime d'association de malfaiteurs du délit d'attroupement prévu par la loi du 7 juin 1848.

Ce point de vue appelle seulement les observations suivantes :

Tout d'abord il est certain que la loi du 7 juin 1848 comme d'ailleurs les lois des 10 avril 1831 et 26 juillet 1891 ont moins pour but de réprimer la participation aux attroupements que de donner à l'autorité la possibilité légale de les disperser par la force, en prévoyant les conditions dans lesquelles il pourra être fait usage des armes.

D'autre part l'attroupement n'est point forcément une organisation régulière et arrêtée à l'avance, mais seulement une réunion d'hommes purement accidentelle et sans organisation préméditée.

Enfin aux termes de l'article 4, paragraphe 3, de la loi du 7 juin 1848, la participation à un attroupement, si elle a été suivie de dispersion immédiate, n'est point punis-

sable à l'encontre de ceux qui en faisaient partie sans être personnellement armés.

Le crime d'association de malfaiteurs ne doit pas être confondu non plus avec le délit d'association de plus de vingt personnes.

Avant la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association de plus de vingt personnes était prohibée par les articles 291 et suivants du Code pénal. Le crime d'association de malfaiteurs pouvait exister alors même que l'association aurait compris moins de vingt personnes. L'intérêt de cette observation a disparu depuis le régime de la liberté d'association.

Nous signalons enfin qu'il ne faut pas confondre avec le crime d'association de malfaiteurs, certaines infractions pour lesquelles la loi voit une circonstance aggravante spéciale dans le fait que plusieurs personnes se sont réunies pour les accomplir : il en est ainsi de la rébellion (article 210 du Code pénal), des coups et blessures volontaires (article 313), du vol (article 481), des dommages aux marchandises et propriétés mobilières (article 440).

CHAPITRE II

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CRIME PRÉVU PAR LES ARTICLES 265 ET SUIVANTS DU CODE PÉNAL.

Recherchons donc les éléments du crime nouveau dont il s'agit :

Ils sont au nombre de deux :

- a) Il faut une association de malfaiteurs ;
- b) Cette association doit être dirigée contre les personnes ou les propriétés.

A) Association de malfaiteurs

Que faut-il entendre par malfaiteurs ?...

Le terme suppose une perversité, une criminalité ayant déjà fait l'objet de constatations, judiciaires ou non. C'est ainsi que le langage courant désigne celui que le juriste appellerait un délinquant d'habitude.

Est-ce là le sens de la loi dans l'article 265 du Code pénal ?... Il semble bien qu'il en soit ainsi car si l'on se reporte à l'Exposé des motifs, on y lit : « Il faut remarquer que les malfaiteurs dont il s'agit en ce moment ne sont pas ceux qui agissent isolément ou même de concert avec d'autres pour la simple exécution d'un crime. Ce que la loi considère plus particulièrement ici, ce sont les bandes ou les associations de ces êtres pervers, qui faisant un métier du vol et du pillage sont convenus de mettre en commun le produit de leurs méfaits. »

Ce dernier paragraphe est très précis et restreint singu-

lièrement le champ d'application de la loi : elle vise seulement les gens qui « font un métier du vol et du pillage ».

C'est dans ce sens qu'il faut aussi l'entendre suivant CARNOT : Les malfaiteurs sont ceux qui *déjà se sont rendus coupables de mauvaises actions* (1).

Tout autre est l'opinion de MM. CHAUVEAU, F. HÉLIE et VILLEY, suivis par RAUTER, BLANCHE et MORIN.

Ces auteurs pensent que la qualification de malfaiteur ne suppose pas obligatoirement la perpétration antérieure de méfaits. « La qualité de malfaiteur, disent-ils, peut ressortir des seules circonstances de l'association, de ses conditions et de son but (2). »

Cette conception est parfaitement soutenable.

Rien ne s'oppose en effet à cette interprétation. Le sens grammatical lui-même n'y est point hostile. Malfaiteur peut se dire aussi bien de celui qui va faire le mal, et en particulier de celui qui s'associe pour faire le mal, que de celui qui l'a fait. Elle nous semblerait en outre volontiers préférable, car c'est donner une portée restreinte à la loi que de l'appliquer seulement aux vagabonds, gens sans aveu et repris de justice. Sans doute ceux là constituent le milieu tout désigné pour l'éclosion d'associations de malfaiteurs, mais de telles associations se conçoivent aussi dans d'autres milieux.

Nous irons jusqu'à dire que si une information habile a réussi parfois à établir un lien plus ou moins précis, des relations plus ou moins suivies, une certaine communauté de but chez les récidivistes qui vont de prison en prison, la véritable association de malfaiteurs comportant une organisation sérieuse, se rencontre plutôt dans un

(1) CARNOT : *Com. sur le Code pénal*.

(2) CHAUVEAU, HÉLIE et VILLEY : *Théorie sur le Code pénal*, chap. XLI.

milieu plus relevé, chez des esprits plus intelligents et plus cultivés, appartenant à une tout autre classe que celle visée dans l'exposé des motifs.

Malgré tant de bonnes raisons, nous croyons qu'en présence du crime relevé par l'ancien article 265, on ne peut suivre ces auteurs en présence des termes précis de l'exposé des motifs.

Nous verrons d'ailleurs que le terme de malfaiteurs dans le sens de l'exposé est bien en harmonie avec les expressions de l'article 266. Cette concordance nous amènera à reconnaître et préciser davantage le crime dont il s'agit, et nous verrons comment la réforme capitale de la loi du 18 décembre 1893, fut de substituer à l'ancienne formule trop restrictive une formule plus large permettant une répression plus complète.

Si le terme de malfaiteur est précis, celui d'association doit être pris dans un sens spécial. L'article 265 prohibe comme crime toute association de malfaiteurs.

Le terme d'association éveille bien certainement l'idée d'organisation. Mais pour autant toute association, toute réunion organisée de malfaiteurs va-t-elle tomber sous le coup de la loi ? Il n'en est rien et l'article 266 précise :

ART. 266. — Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

L'article 267 parle à son tour de commandants en chef ou en sous-ordre et de directeurs de l'association.

Où est donc le crime ?... Est-ce dans le seul fait de faire partie d'une association, réunion organisée de malfaiteurs, ou au contraire faut-il que cette association réponde exactement aux termes de l'article 266 ?

Un arrêt de la Cour de cassation du 22 septembre 1848

(D. 48-5-15), semble admettre le premier système. D'après cet arrêt, le seul fait d'appartenir à une association de malfaiteurs organisée contre les personnes ou contre les propriétés constitue le crime prévu par les articles 267 et 268. Par suite il n'est point nécessaire que les questions posées au jury reproduisent littéralement les termes de l'article 266 qui détermine les divers caractères auxquels la loi attache la criminalité de l'infraction.

Suivant au contraire deux autres arrêts, l'un du 30 septembre 1869 (D. 70-1-93), et l'autre du 6 janvier 1876 (*Bulletin criminel*, n° 6), la condamnation manquerait de base légale si le jury n'avait pas été appelé à délibérer sur la circonstance d'organisation de bande.

Un point qui semble certain, la construction grammaticale même le démontre, c'est qu'il n'y a pas lieu d'exiger cumulativement la réunion des conditions prévues par l'article 266, et qu'une seule est suffisante, l'organisation de bandes, les deux autres n'étant que la conséquence de la première.

Elle est suffisante, mais à notre avis nécessaire sous le régime du Code pénal. Sans doute il n'est point nécessaire, pour que l'association soit punissable, que la bande ait accompli des actes de violence, mais il faut que l'association se montre, se révèle par l'organisation de bandes et son existence en dehors de là ne serait point punissable.

Cette solution qui nous semble résulter de la combinaison de textes concorde mal avec l'arrêt du 22 septembre 1848.

Ce premier arrêt ne peut s'entendre à notre point de vue que de cette manière : l'organisation en bandes, étant un élément constitutif de crime, se trouverait implicitement comprise dans la question principale et il n'y aurait

pas lieu d'en faire l'objet d'une question spéciale. C'est le système admis par un arrêt de la même Cour du 6 janvier 1876 (*Bulletin criminel*, n° 6).

Nous ajoutons qu'il ne nous satisfait pas, de même que le législateur a entendu donner un sens précis au mot de malfaiteur, il a voulu donner un sens précis au terme d'association.

Par malfaiteur il a désigné « les gens qui font métier du vol et du pillage » ; par association, il a entendu l'organisation de bandes.

L'article 268 nous éclaire à ce sujet lorsqu'il parle des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion ; il s'agit bien de bandes partant pour ainsi dire en expédition contre le bien et au besoin contre la personne d'autrui. Ce sens du mot association cadre d'ailleurs parfaitement avec le sens du mot malfaiteur suivant l'Exposé des motifs. Il ne faut point perdre de vue d'ailleurs l'époque à laquelle ces textes ont été votés. Le Code pénal est de 1810. Les associations de malfaiteurs qui ont été visées sont celles qui s'étaient formées pendant les troubles révolutionnaires et continuaient à désoler les campagnes. Napoléon I^{er} entreprit leur dispersion et c'est dans le but d'atteindre ces bandes que furent écrits les articles 265 et suivants du Code pénal.

Mentionnons enfin que malgré l'avis exprimé par M. CARNOT, nous pensons que le jury peut reconnaître l'existence d'une association de malfaiteurs, quel que soit le nombre des affiliés. M. CARNOT pense que l'association doit comporter vingt personnes au moins, et cela en tirant argument des articles 210 et suivants. Nous croyons qu'au contraire ces textes restent tout à fait spéciaux au délit de rébellion dont ils parlent : la meilleure preuve en est que

la peine y est graduée suivant le nombre des personnes ayant participé à la rébellion. D'autre part nous ne voyons pas la possibilité d'introduire à côté des conditions essentielles prévues par la loi une condition nouvelle dont le texte ne parle pas.

B) *Association dirigée contre les personnes
ou les propriétés.*

Le second élément constitutif du crime, c'est la circonstance que l'association est dirigée contre les personnes ou les propriétés.

A vrai dire toute infraction est dirigée contre les personnes ou les propriétés, et il y a là une sorte de pléonasme. Nous ne concevons pas d'infraction qui ne soit pas envers les personnes ou la propriété. Si le Code italien frappe les associations dont le but est de commettre des délits contre la foi publique et la sécurité publique, il s'agit toujours en définitive de crime contre les personnes ou les propriétés.

Il n'est point nécessaire d'ailleurs que ce soit la détérioration ni la soustraction directe du bien d'autrui. Ainsi l'association pour la fabrication de fausses monnaies tombe certainement sous le coup des articles 265 et suivants. (Cassation, 10 février 1820.)

Une troisième condition n'est-elle point nécessaire pour constituer le crime d'association de malfaiteurs ?...

N'est-il pas nécessaire pour l'application de l'article 265 que les infractions commises ou à commettre par les membres de l'association constituent elles-mêmes des crimes et non pas de simples délits.

Cette réflexion nous est suggérée par MM. CHAUVEAU, F. HÉLIE et VILLET. A leur avis l'article 265 cesserait

d'être applicable si l'association avait pour objet la pénétration non de faits qualifiés crimes mais de simples délits.

L'argument est tiré des termes de l'article 267 qui dispose : « Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre... »

MM. CHAUVEAU et HÉLIE ajoutent que le raisonnement conduit aussi à cette interprétation car, disent-ils, « il est certain que deux associations qui se forment, l'une pour ne se livrer qu'à des délits légers, l'autre pour exécuter les attentats les plus graves, ne présentent ni le même péril pour la société, ni la même immoralité pour les esprits ».

Il faut reconnaître l'évidence et on peut ajouter que l'article 268 parle lui-même des instruments de crime, sans parler des instruments de délit. Toutefois cette distinction est-elle sérieuse ?

A notre avis, le législateur n'a point voulu créer cette distinction qui serait quelque peu puérile. D'une part il est des délits, par exemple celui de l'article 309, qui sont plus graves que certains crimes, tant au point de vue de l'intention de l'agent, que des conséquences matérielles. D'autre part l'intention de l'agent restant la même, son acte sera crime ou délit suivant des circonstances indépendantes de l'agent. Le rapprochement du premier et du dernier paragraphe de l'article 309 nous en donnent un exemple. Ce sont les conséquences matérielles de l'infraction qui déterminent la qualification de cette infraction.

Enfin une occasion favorable qui se présentera à lui de réussir sans employer des moyens violents, permettra parfois au malfaiteur qui vient pour commettre un crime de ne commettre qu'un délit. En sera-t-il moins coupable ?...

D'ailleurs les auteurs que nous critiquons sentent le point faible de leur système : « A la vérité, disent-ils, on peut objecter qu'il est difficile de discerner, si l'association de malfaiteurs qui ne s'est encore livrée à aucun méfait se proposait de commettre des actes de telle ou telle gravité. »

Nous faisons nôtre, leur propre observation ; et il ne suffit pas, croyons-nous, de répondre comme ils le font ensuite, qu'il n'y a là qu'une preuve de plus à la charge de l'accusation qui doit établir non seulement l'existence de bandes, mais « la nature des actes de cette bande ». Nous estimons au contraire que l'interprétation à la fois la plus stricte et la plus logique de la loi ne met point cette preuve à la charge du Ministère public. On conçoit d'ailleurs combien cette preuve serait difficile à rapporter, et avec quelle facilité les associations de malfaiteurs échapperaient à la répression.

CHAPITRE III

PÉNALITÉS PRÉVUES PAR LES ARTICLES 267 ET 268 DU CODE PÉNAL.

Avec les articles 267 et 268 nous en arrivons à examiner les pénalités dont le Code punissait les convaincus du crime d'association de malfaiteurs.

Ces deux textes disposent :

ART. 267. — Quand ce crime n'aura été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes seront punis des travaux forcés à temps.

ART. 268. — Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou à leurs divisions, des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

A juste titre le législateur a gradué les peines selon le rôle des inculpés dans l'association de malfaiteurs.

Les auteurs, directeurs, et les commandants ou en sous ordre, sont punis de la peine des travaux forcés à temps.

Il est évident que les termes employés par la loi n'ont rien de sacramentel, et que le jury décidera, suivant les circonstances, s'il reconnaît chez l'accusé la qualité d'organisateur, de chef de bandes. C'est là d'ailleurs une circonstance aggravante qui doit à ce titre faire l'objet d'une question spéciale.

Tous autres individus, c'est-à-dire, tous ceux qui ne

sont ni auteurs, ni directeurs, ni commandants en chef ou en sous-ordre, mais qui auront été chargés d'un service quelconque dans les bandes, seront punis de la réclusion.

Que faut-il entendre par individus « chargés d'un service quelconque dans les bandes ? » Faut-il entendre par là que le seul fait d'être associé à une bande de malfaiteurs tombe sous le coup de l'article 268 ? Ou au contraire le même texte vise-t-il seulement celui qui a pris un rôle actif dans une association de malfaiteurs ?

C'est l'opinion que nous avons déjà admise lorsque nous avons distingué le crime qui nous occupe de celui de réunion en bandes armées et nous persistons dans cette interprétation, qui donne à l'infraction dont il s'agit un caractère tout spécial.

Il nous semble d'ailleurs indispensable d'exposer ici les discussions théoriques qui se sont élevées sur la question.

MM. CARNOT, BOURGUIGNON et RAUTER pensent en effet que l'expression « chargés d'un service » n'est point quelconque, qu'elle a une signification précise, et qu'elle indique, dans l'esprit du législateur, le désir de rattacher la répression au rôle actif de l'individu dans l'association ».

Pour eux la distinction que nous avons établie de ce chef entre l'association de malfaiteurs et le crime de réunion en bandes armées n'existerait pas, et le principe à suivre serait celui de l'article 100. La seule affiliation à la bande n'aurait pas le caractère d'un crime.

Ces auteurs ajoutent que les bandes ont derrière elles, des femmes et des enfants, faisant partie de ces mêmes bandes sans y être chargés d'aucun service et qui ne sont point punissables.

MM. CHAUVEAU, F. HÉLIE et VILLEY, ont apporté contre cette thèse des arguments sérieux.

En effet le criminel convaincu du crime de l'article 96 est tout différent du criminel que vise l'article 265. Il suffit de se reporter aux termes de l'article 96 pour voir qu'il s'agit d'un crime dirigé contre l'autorité, crime commis par l'envahissement et le pillage des places, villes, forteresses, arsenaux, etc. Ceux qui seront saisis sur les lieux de la sédition, qui seront-ils ?... Des citoyens entraînés dans l'émeute, qui se sont insurgés contre l'autorité, révoltés contre ses décrets, ses actes ; ce sont des hommes qui le plus souvent obéissent et agissent dans un but politique, ce ne sont point des voleurs, ni des assassins. La clémence s'impose parfois à leur égard, et si leur seul crime est précisément la résistance à l'autorité, il n'y aura plus de crime lorsqu'ils se plieront à ses ordres. C'est pourquoi celui qui n'a point de fonction proprement dite dans une bande séditieuse, n'encourt aucune peine s'il se retire au premier avertissement des autorités civiles ou militaires.

Tout autres sont les affiliés de l'association de malfaiteurs. Ils sont associés pour le crime, pour le vol à main armée en particulier et ne méritent point le régime de faveur qui peut être réservé à des citoyens mêlés par hasard à l'émeute.

Ceux-là, par le seul fait qu'ils font partie de l'association organisée pour la perpétration des crimes, qu'ils y ont pris un service, tombent sous le coup de la loi.

Nul doute que le texte doive être entendu ainsi, et c'est l'avis de la Cour suprême. (Cassation, 9 février 1832 ; affaire Gaugain ; S. 32-1-141.)

Nous verrons dans la seconde partie de cette étude que la réforme de 1893 a d'ailleurs élargi les termes du Code et qu'il ne saurait y avoir aucun doute aujourd'hui sur le caractère tout spécial de l'infraction qui nous occupe : le

crime existe avant tout dommage, et la répression est ainsi préventive.

Après les auteurs principaux, le législateur s'est occupé des complices. Ce sont, aux termes de l'article 268, ceux qui ont sciemment et volontairement, fourni aux bandes ou à leurs divisions des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

L'article 61 du Code pénal vise déjà une hypothèse de complicité de malfaiteurs, mais, d'une part, il semble restreint à la complicité des malfaiteurs agissant contre la sûreté de l'Etat ; d'autre part, il exige une circonstance : l'habitude, que nous ne rencontrons pas ici. En tous cas aussi bien l'article 61 que l'article 268 ne contiennent qu'une application de l'article 60 du Code pénal, qui prévoit avec des termes très larges la complicité par aide et assistance, dans la préparation du crime.

Aussi les termes de l'article 268 ne nous semblent-ils point limitatifs : ils ne font à notre avis que préciser les diverses formes les plus fréquentes ou les plus dangereuses de la complicité en pareille matière.

Mais fallait-il nécessairement dans la pensée du législateur que les armes, munitions, etc., aient été fournies à des bandes, pour qu'il y eût crime, ou au contraire en s'écartant du texte, doit-on considérer comme complices ceux qui ont simplement prêté assistance à un seul individu de la bande. La question a été discutée : M. CARNOT s'en tient à la lettre du texte. MM. CHAUVEAU et HÉLIE pensent inversement que dans certains cas un seul individu pourra être considéré comme une division de bande. Il s'agit ici d'une question de fait soumise à l'appréciation du jury ; nous verrons en tous cas que sous le régime de la loi du 18 décembre 1893, la difficulté n'existe plus.

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 18 Décembre 1893

La loi du 18 décembre 1893 réunit en un seul article les articles 265 et 266 du Code pénal. L'article 266 contenait la définition du crime prévu par l'article 265 ; le nouvel article contient à la fois le principe de l'infraction et sa définition.

L'article 266 correspondant à l'ancien article 267 vise les auteurs du crime. L'article 267 correspondant à l'ancien article 268 vise les complices.

Il nous semble indispensable pour bien faire saisir la portée de la réforme que nous allons analyser de mettre en regard les textes anciens et les textes nouveaux :

Textes du Code pénal

ART. 265. — Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.

Textes de la loi du 18 Décembre 1893

ART. 265. — Toute association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, constitue un crime contre la paix publique.

ART. 266. — Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

ART. 267. — Quand ce crime n'aura été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes seront punis des travaux forcés à temps.

ART. 268. — Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou à leurs divisions des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

ART. 266. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps quiconque se sera affilié à une association formée, ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié à l'article précédent.

La peine de la relégation pourra en outre être prononcée sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés.

Les personnes qui se seront rendues coupables du crime mentionné dans le présent article, seront exemptes de peines si, avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou fait connaître l'existence de l'association.

ART. 267. — Sera puni de la réclusion quiconque aura sciemment et volontairement favorisé les auteurs des crimes prévus à l'article 265 en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion.

Le coupable pourra en outre être frappé pour la vie ou à temps de l'interdiction de séjour établie par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

Seront toutefois applicables au coupable des faits prévus par le présent article les dispositions contenues dans le paragraphe 3 de l'article 266.

ART. 268. — (*Abrogé.*)

Comme nous l'avons fait précédemment pour les textes du Code pénal nous étudierons successivement les éléments constitutifs du crime, puis la répression envers les auteurs principaux et envers les complices.

CHAPITRE PREMIER

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CRIME PRÉVU PAR LA LOI DU 18 DÉCEMBRE 1893.

Le crime dont s'agit est constitué par deux éléments : il faut une association ou entente ; il faut en outre que cette association ou entente, existe dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Arrêtons-nous au premier élément constitutif que nous venons de relever. Nous constatons immédiatement quelle est la double modification apportée au texte du Code pénal : la suppression du terme de malfaiteurs, et l'adjonction du terme d'entente à celui d'association.

C'est en cette double modification que consiste d'ailleurs la grande réforme de la loi du 18 décembre 1893.

Nous avons vu en effet quelles discussions doctrinales, auxquelles ont correspondu d'ailleurs de nombreuses difficultés pratiques, a suscitées cette expression de malfaiteurs. L'Exposé des motifs nous a indiqué de quels gens il était question : de ces « êtres pervers qui faisant un métier du vol et du pillage sont convenus de mettre en commun le produit de leurs méfaits ».

Nous dirions, en langage vulgaire, des voleurs de profession.

C'est pourquoi M. CARNOT pensait qu'on ne pouvait déclarer convaincu du crime de l'article 265, celui contre

qui on ne pouvait prouver des actes criminels antérieurs. Celui qui n'a point encore mal fait n'est point un malfaiteur. Au contraire MM. CHAUVEAU et HÉLIE estiment que cette expression ne comporte point l'existence d'infractions antérieures, le seul fait de s'associer en vue du crime démontrant chez l'agent la qualité de malfaiteur.

Nous nous en sommes tenus à la première interprétation, celle de l'Exposé des motifs qui nous a seule paru traduire exactement la pensée du législateur. Cette manière de voir qui fut celle du siècle dernier restreignait singulièrement la portée de la loi ; la loi devenait inapplicable à tous ceux qui entrant de propos délibéré dans une association criminelle, pouvaient encore se prévaloir d'un passé sans tache ou simplement inconnu. Cette conception était insuffisante et son insuffisance est apparue dans cette dernière moitié du siècle surtout devant la nécessité de réprimer et surtout de prévenir les attentats anarchistes très nombreux. Nous étudierons, en particulier, dans un instant la mentalité et le crime de l'anarchiste. Nous verrons alors ce qu'est la plupart du temps ce criminel dangereux. Ce n'est point du tout, le gueux, le pillard, le voleur, auquel faisait allusion l'article 265 du Code pénal mais au contraire un individu, exerçant normalement une profession dont il vit, homme souvent d'intelligence au-dessus de la moyenne, mettant en action les idées de révolte sociale exprimées avant lui par des penseurs. Celui-là ne pouvait être atteint par l'ancienne loi, car ce n'était point un malfaiteur proprement dit. La loi du 18 décembre 1893 a élargi considérablement le domaine de la répression. Toute association formée..., dit-elle...

La question est donc tranchée de façon très nette : le jury n'aura pas à rechercher si l'on se trouve ou non en face d'un individu déjà compromis. Quelles que soient

son origine, sa situation de famille ou de fortune, s'il est convaincu d'être affilié à l'association ayant pour but de préparer ou de commettre des crimes, il est par ce seul fait punissable.

Le législateur ne s'est point arrêté dans cette voie : comme il a supprimé le terme trop restrictif de malfaiteur, il a élargi la portée du terme d'association. Et tout d'abord, il tranche une controverse que nous avons signalée sous le régime du Code pénal : M. CARNOT a soutenu que l'association prévue par l'article 265 devait comprendre au moins vingt personnes, ceci par analogie avec le délit de rébellion prévue par l'article 210 ; l'association criminelle tombant sous le coup de la loi peut dès lors être reconnue par le jury quel que soit le nombre de personnes qui en font partie. Sa durée d'ailleurs importe peu non plus.

Mais après en avoir expressément décidé ainsi, le législateur pouvait-il conserver l'ancienne acception du terme association ?...

Nous avons vu en quoi consistait l'association de malfaiteurs prévue par le Code pénal : elle résulte « de l'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs et commandants ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits ». Nous avons vu également que la jurisprudence s'en est tenue aux termes de la loi et que le jury devait être appelé à délibérer et répondre sur la circonstance d'organisation de bandes.

Il est facile de comprendre combien difficile était à rapporter la preuve à la charge du Ministère public ; et combien souvent il était impossible de poursuivre une association criminelle cependant réellement existante.

La loi du 18 décembre 1893 a purement et simplement

supprimé la définition contenue dans l'ancien article 267. Et afin de mieux traduire l'idée nouvelle, le législateur a inséré dans le second membre de la phrase de l'article 265 comme une formule explicative des expressions employées dans le premier : toute association formée... toute entente établie.

Qu'est-ce que l'entente ?

Cette expression nouvelle qui est la véritable innovation de la loi du 18 décembre 1893 doit être expliquée de façon très précise.

Un point certain, c'est qu'il ne s'agit pas d'atteindre l'entente en vue de la propagande des idées anarchistes, mais seulement la propagande par le fait.

D'ailleurs la portée de l'expression a été soulignée par le rapporteur de la loi M. FLANDRIN : « Il existe peut-être, a-t-il dit, certains groupes anarchistes organisés qui se sont donné pour mission de poursuivre la propagande de l'idée : ceux-là professent des doctrines que nous répudions d'une façon absolue, sans qu'assurément personne d'entre nous ait la pensée de les incriminer au point de vue pénal. Mais à côté de cette catégorie d'anarchistes qui ne s'occupent que de la propagande de l'idée, il y en a d'autres, bien autrement dangereux, qui se sont donné pour mission la propagande par le fait, qui se créent une spécialité, par exemple, de la propagande par les engins explosifs, dont la haine contre la société se manifeste par des attentats monstrueux, hier au théâtre de Barcelone, aujourd'hui au Palais-Bourbon, demain peut-être dans tel autre de nos édifices publics. Eh bien ce sont ces actes hideux de destruction que nous voulons empêcher. »

Cette citation est très nette : la loi n'entend pas frapper la propagande anarchiste si dangereuse soit-elle. Nous verrons qu'une loi spéciale fait un délit, dans cer-

tains cas, de cette propagande ; mais l'article 265 ne lui est jamais applicable.

Après cette première délimitation assignée à l'expression élastique d'entente, il faut préciser encore.

Lors de la discussion de la loi M. JOURDE s'était écrié : « Une simple conversation sur le trottoir entre deux personnes pourra être prise pour une entente !... » Si l'entente consistait en effet dans la seule communion d'idées criminelles, nous serions revenus aux procès de tendance de jadis, ce serait rétablir le crime d'hérésie. Or la liberté de penser et d'exprimer sa pensée quelle qu'elle soit nous apparaît aujourd'hui avec raison comme un dogme intangible. « Les droits de la pensée humaine, dit M. le professeur GARRAUD, sont supérieurs aux nécessités de la préservation sociale, parce que le choc et la lutte des opinions sont les conditions mêmes du progrès (1). »

D'ailleurs M. FLANDRIN a encore écarté toute difficulté d'interprétation à cet égard : « On me demande, a-t-il dit, ce que nous voulons réprimer en visant l'entente pour commettre les crimes contre les personnes et les propriétés. Lorsqu'il s'agit du complot, la loi va jusqu'à frapper le dessein arrêté de commettre un acte criminel ; elle va infiniment plus loin encore, elle va jusqu'à réprimer la simple proposition de former un complot. Vous le voyez, ce sont en définitive les principes écrits dans le Code pénal, en ce qui concerne le complot, que nous vous demandons d'introduire dans la loi nouvelle. Seulement alors que les textes législatifs visant le complot s'appliquent à des actes spéciaux déterminés, nous vous demandons de nous donner, par la loi nouvelle, les moyens d'atteindre non pas un crime spécial et déterminé, mais la préparation d'un ensemble de crimes. « En somme nous

(1) GARRAUD : *L'anarchie et la répression*, n° 2.

nous trouvons en présence d'une extension aux crimes de droit commun contre les personnes et les propriétés d'une incrimination réservée jusqu'alors aux crimes contre la sûreté de l'Etat. » On peut donc dire que l'entente comme le complot, prévu à l'article 89 du Code pénal est suivant la définition donnée par M. LABORDE (Com. de la loi du 18 décembre 1893) « la résolution d'agir arrêtée en commun ».

C'est cette résolution d'agir, mais non les actes intellectuels qui la précèdent qu'il s'agit d'atteindre. La manifestation d'une opinion ou d'une doctrine quelle qu'elle soit ne saurait tomber sous le coup de la loi, à l'exception toutefois de la provocation au crime qui aurait lieu avec la publicité et dans les cas prévus par l'article 24 de la loi du 9 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Enfin si au lieu d'employer cette expression cependant très claire de « résolution d'agir », on a préféré celle d'entente, c'est précisément afin de distinguer l'entente du complot prévu par l'article 89.

L'article 89 vise la résolution d'agir appliquée à un crime déterminé tandis que notre article vise la résolution d'agir appliquée à un genre déterminé de crimes. M. CLAUSEL DE COUSSERGUES s'exprima ainsi à ce sujet : « Dans le complot on veut atteindre ceux qui se sont réunis en vue de perpétrer un ou plusieurs actes criminels déterminés, limités. Ici que voulons-nous ? Atteindre ceux qui se réunissent pour préparer d'une manière générale et non pas seulement d'une manière spéciale, une série d'actes indéterminés et les moyens de commettre ces actes.

Nous sommes d'accord avec M. JOURDE lorsqu'il dit : « Ce que vous voulez atteindre, c'est le complot. Oui, c'est un complot, que ce soit bien entendu ; mais ce n'est

pas le complot ayant pour but de commettre un ou plusieurs attentats déterminés, c'est le complot qui a pour but de commettre une série indéterminée d'attentats. »

Le premier élément constitutif du crime d'association sous le régime de la loi du 18 décembre 1893 est donc en définitive beaucoup plus large, plus élastique que sous le régime du Code pénal mais il suppose nécessairement toujours une volonté de résolution d'agir et non point simplement la propagande d'une doctrine.

La loi nouvelle n'apporte guère de changement au régime du Code pénal en ce qui concerne le second élément du crime : le but de l'association est de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Si bien en effet l'article 265 est moins explicite et parle seulement des « associations de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés » son sens était celui contenu dans le nouveau texte. L'association ayant pour but la simple préparation de crimes, par exemple celle qui aurait fabriqué des bombes, pouvait, nous semble-t-il, tomber déjà sous le coup de l'article 265 du Code pénal. Aujourd'hui la précision du texte écarte toute discussion à ce sujet.

Elle en écarte une autre. Nous avons vu qu'une controverse était née de l'imprécision de l'ancien article 265 : l'association était-elle punissable lorsqu'elle ne se proposait que de commettre des délits mais non des crimes contre les personnes ou les propriétés. MM. CHAUVEAU et HÉLIE concluaient négativement. M. le professeur GARRAUD rejette au contraire cette distinction et estime que les termes de l'ancien article 265 permettraient d'atteindre l'association de malfaiteurs dans l'une et l'autre hypothèses (1).

(1) GARRAUD : *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, tome IV, n° 88.

Aujourd'hui le texte est là qui doit être suivi à la lettre parce qu'il ressort des discussions parlementaires que la lettre de la loi est conforme à son esprit. L'association ou entente n'est punissable que lorsqu'elle a pour but de préparer ou commettre des crimes.

Un auteur, M. LABORDE, s'est posé la question de savoir à qui incombera la preuve du second élément du crime que nous étudions et d'où résultera cette preuve ; notamment pourra-t-elle résulter du nombre et de la moralité des affiliés. Cette partie de sa discussion nous semble assez oiseuse étant donné qu'aucune infraction aux principes généraux ne saurait être relevée ici. C'est naturellement au Ministère public qu'incombe la preuve du but criminel de l'association : cette preuve résultera d'éléments qui peuvent être infiniment variés.

Pas plus que pour n'importe quelle infraction, crime, délit ou contravention, la seule moralité des prévenus ne sera à elle seule un élément décisif. Quant au nombre des affiliés, la loi elle-même décide qu'il importe peu. Cette preuve résultera par exemple de la découverte d'instruments de crimes : armes, explosifs, engins, ustensiles, livres et aussi souvent et d'une manière plus précise de documents, lettres, statuts, etc.

Suivant toujours l'opinion de M. GARRAUD, nous regrettons cette interprétation et sans rappeler les arguments que nous avons invoqués contre cette distinction, nous réfutons seulement ici le système du législateur. Pourquoi, ce législateur craindrait-il de punir l'entente en vue de commettre des délits plus sévèrement que les délits eux-mêmes, puisqu'il ne craint pas de punir l'association en vue de commettre des crimes plus que certains crimes eux-mêmes ?...

Le faux en écriture privée est un crime puisque puni

de la peine de réclusion, peine criminelle. Or l'association ou entente formée pour commettre des faux en écriture privée tombe évidemment sous le coup de l'article 265, et les coupables, à moins d'admission de circonstances atténuantes, sont bien punis par application de l'article 266 de la peine des travaux forcés à temps, plus grave et réputée plus dure que celle de la réclusion. Cela n'est-il pas d'ailleurs de toute justice ?... Il ne faut pas oublier que si l'on cherche à atteindre l'association de malfaiteurs, c'est parce que son existence seule est la cause de trouble perpétuel dans une société.

La raison invoquée par le législateur nous semble donc tout à fait insuffisante pour justifier une distinction purement théorique. Ce système a ainsi laissé persister une gêne, un obstacle fréquent dans l'application de la loi, il est à espérer qu'une nouvelle réforme fera le dernier pas qui finira d'armer la société contre ces dangereuses organisations.

CHAPITRE II

PÉNALITÉS PRÉVUES PAR LA LOI DU 18 DÉCEMBRE 1893

La répression n'est plus la même sous le régime de la loi du 18 décembre 1893, que sous le régime du Code pénal et c'est à un double point de vue que nous avons à étudier la réforme de la loi du 18 décembre 1893 : quant aux personnes punissables, et quant aux peines encourues.

En ce qui concerne les personnes punissables nous retrouvons les deux mêmes catégories : les affiliés et ceux qui les ont favorisés. Occupons-nous des premiers.

L'article 266 qui punit les affiliés dispose :

ART. 266. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps quiconque se sera affilié à une association formée ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié à l'article précédent.

La peine de la relégation pourra en outre être prononcée, sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés.

Les personnes qui se seront rendues coupables du crime mentionné dans le présent article seront exemptes de peine, si, avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou fait connaître l'existence de l'association.

Nous nous trouvons ici en présence de l'une des plus importantes modifications apportées à la législation antérieure : toute distinction disparaît entre les chefs et simples affiliés. L'ancien article 267 punissait les auteurs,

directeurs de l'association, commandants en chef ou en sous-ordre de la peine des travaux forcés à temps ; ceux qui étaient simplement chargés d'un service quelconque dans la bande n'encouraient que la peine de la réclusion. La loi nouvelle est donc plus sévère : tous les affiliés encourent les travaux forcés à temps.

Est-ce à dire que les chefs ne doivent pas être déclarés plus coupables que les simples affiliés ? Non ; il appartient du reste à la Cour d'assises de graduer la peine dont le minimum est de 5 ans et le maximum de 20 ans, suivant le rôle prépondérant de l'accusé dans l'association ; mais en face des sinistres exploits de ces associations le législateur a estimé que le seul fait de l'affiliation à la bande méritait les travaux forcés.

Plus n'est besoin non plus si tant est que l'ancienne législation l'exigeait, d'avoir été chargé d'un service quelconque dans l'association pour tomber sous le coup de la loi : tout affilié est un coupable, par le seul fait de son affiliation. Ainsi disparaît une controverse que nous avons signalée plus haut.

De ce que les chefs et les affiliés ne forment plus qu'une seule catégorie de personnes punissables, il s'ensuit que la deuxième ne comprend plus que ceux qu'on a appelé les « fauteurs ».

L'expression est juste : dans son sens étymologique, elle désigne ceux qui ont favorisé les affiliés de l'association criminelle.

Comment tombent-ils sous le coup de la loi ? La première condition pour établir leur culpabilité, c'est de démontrer qu'ils ont agi sciemment et volontairement. Ces deux expressions sont-elles synonymes ? Non. Sciemment, c'est-à-dire, connaissant le but des affiliés. Volontairement, c'est-à-dire, avec la volonté qu'il soit atteint.

Nous comprenons fort bien la pensée du législateur. La loi qui punit le crime d'association de malfaiteurs est déjà rigoureuse puisqu'elle a pour but d'atteindre des individus non pas à cause des crimes qu'ils ont commis, mais parce qu'ils ont l'intention d'en commettre. Elle est plus rigoureuse encore lorsqu'elle frappe en dehors des affiliés mêmes ; elle ne peut alors vraisemblablement atteindre ceux qui par exemple ont logé des affiliés les connaissant pour tels, sans souci de les aider dans la réussite de leurs projets. La loi serait d'abord excessive ; d'autre part pour être préventive, elle risquerait de porter atteinte à la liberté des relations et du commerce.

C'est ainsi que lors des derniers exploits des criminels de Mongeron, la justice s'est vue dans l'impossibilité d'établir de façon formelle que des personnes ayant donné l'hospitalité au bandit Carouy aient eu connaissance de la qualité de leur hôte. L'armurier qui vend un browning ignore si son acheteur veut se servir de cette arme pour sa défense personnelle ou pour commettre un meurtre. Au contraire si à côté de la connaissance que semble avoir un inculpé de la qualité d'affilié chez celui à qui il a fourni des armes, ou une retraite, on démontre encore sa volonté de faire réussir l'entreprise criminelle, les juges n'hésiteront pas à frapper.

La seconde circonstance seule est vraiment démonstrative d'une culpabilité certaine. Ces deux expressions : sciemment et volontairement, ont donc chacune leur portée précise, et la Cour suprême décide qu'elles doivent être insérées textuellement dans la question posée au jury.

La deuxième condition d'application de l'article 267 est le fait matériel prévu par la loi : fourniture d'instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion.

Tous les auteurs estiment, en présence de la précision de la loi, que l'énumération de l'article 267, est limitative. Le législateur s'est borné sur ce point à retrancher de l'ancien texte les mots armes et munitions formant pléonasme avec ceux d'instruments de crime. Il importe d'ailleurs de bien déterminer le crime des auteurs et le distinguer d'autres crimes avec lesquels il ne doit pas être confondu. Tout d'abord le crime des auteurs ne doit pas être confondu avec la complicité du crime d'association de malfaiteurs.

Qu'est-ce en effet que la complicité en général ? M. le professeur GARRAUD analysant les articles 60, 61, 62, ramène à six les faits constitutifs de la complicité (1) :

- 1° La provocation à un crime ou délit accompagné de certaines circonstances déterminées ;
- 2° Les instructions données pour le commettre ;
- 3° Le fait d'avoir procuré les moyens matériels qui ont servi à l'exécution du crime ou du délit ;
- 4° L'assistance dans les faits secondaires qui l'ont préparé, accompagné ou facilité ;
- 5° Le recel de certaines personnes qui ont pris part à un crime ou à un délit ;
- 6° Le recel des choses obtenues par ce moyen.

En réalité ces deux derniers faits doivent être retranchés de la liste des faits constitutifs de complicité : la complicité proprement dite ne pouvant être qu'antécédante ou concomitante, mais non subséquente à l'infraction.

On ne peut prendre part à un crime ou à un délit déjà commis.

Les faits postérieurs à l'infraction ne devraient donc jamais être considérés que comme des infractions *sui generis* punissables indépendamment de l'infraction prin-

(1) GARRAUD : *Précis de Droit criminel, Complicité*, n° 282 et suiv.

ci pale. Or dans les deux hypothèses des articles 61 et 62, lesquels sont difficiles à justifier, la loi érige ainsi en infraction spéciale tout acte postérieur à l'infraction quoique s'y rattachant. Le recel d'espion (article 83), est un crime *sui generis*. Il en est de même du fait d'avoir fourni dans certaines conditions logements, lieux de retraite ou de réunion aux bandes armées (article 99), du recel de personnes ayant commis des crimes emportant peine afflictive ; il en est de même enfin pour le crime de l'article 267 qui nous occupe. Alors donc que le crime des fauteurs s'entend des faits énumérés par l'article 265 postérieurs à la formation de l'association de malfaiteurs, le crime des complices consistera dans la provocation à former une association ou une entente, ou encore dans les instructions données pour la former, ou encore dans l'aide et l'assistance qui auront facilité sa formation.

L'intérêt de la distinction existe au point de vue de la peine. Par application de l'article 59 du Code pénal et du principe général qu'il pose, les complices sont punis de la même peine que les auteurs principaux, c'est-à-dire les affiliés. Cette peine est celle des travaux forcés. Au contraire, les fauteurs n'encourent que la peine de la réclusion.

L'intérêt de la distinction existe encore à un autre point de vue : l'incrimination spéciale des fauteurs permet de les atteindre alors même que le crime d'association de malfaiteurs serait pour une raison quelconque impunissable. Par exemple l'association de malfaiteurs est une association d'étrangers qui s'est formée et a commis des crimes hors du territoire français ; si le crime des fauteurs a été commis en France il est punissable à l'inverse de celui des affiliés.

S'il ne se confond point avec la complicité du crime d'association de malfaiteurs, à plus forte raison le crime

des auteurs ne se confond-il point avec la complicité des crimes commis par les affiliés de l'association.

Enfin nous devons rapprocher pour en rechercher la portée respective les articles 61, 248 et 267 du Code pénal.

L'article 61 dispose :

« Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

L'article 267 que nous étudions ne fait-il pas double emploi avec ce texte ?

M. LABORDE essaye de les concilier par une ingénieuse combinaison.

Lorsque le fait principal ne pourra tomber sous l'application de notre loi pénale, dit-il, on appliquera l'article 267 qui permettra d'atteindre les auteurs. Au contraire si le fait principal est punissable par nos lois, on appliquera l'article 61. Mais cet auteur reconnaît lui-même qu'il n'y a rien de tel dans la loi et que cette distinction n'est pas vraie. En réalité l'article 61 prévoit une hypothèse et l'article 267 une autre ; l'article 61 suppose deux conditions qui ne sont pas exigées pour l'application de l'article 267. Il faut tout d'abord qu'il s'agisse de malfaiteurs, exerçant des brigandages ou des violences contre l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés. Il faut ensuite que l'inculpé ait fourni *habituellement* un logement, lieu de retraite ou de réunion. Ces deux circonstances ne sont pas prévues par l'article 267. D'autre part l'article 267 est applicable non seulement à la fourniture d'un logement ou lieu de réunion mais à celle d'instruments de crimes ou de moyen de correspondance.

Pratiquement donc suivant les hypothèses on appliquera l'un ou l'autre de ces textes.

L'article 248 à son tour n'a rien de commun avec l'article 267. Il érige en infraction spéciale le recel des personnes qui ont commis des crimes emportant peine afflictive, et il établit en outre une excuse absolutoire au profit des parents et alliés très rapprochés.

De ce qu'il y a deux infractions distinctes, il en résultera que toutes deux pourront être retenues contre un même inculpé : il pourra être relevé contre lui le crime des auteurs de l'article 267 et s'il recèle l'affilié après que celui-ci a commis un crime emportant peine afflictive, il tombera également sous le coup de l'article 267.

La dernière question qui doit nous occuper ici est la réforme apportée par la loi du 18 décembre 1893, en ce qui concerne les pénalités encourues par les coupables.

Les chefs de bandes, sous le régime du Code pénal, encouraient les travaux forcés à temps ; les simples affiliés et les auteurs, la peine de la réclusion.

Tout autre est le système de la loi du 18 décembre 1893. De façon générale et pour la caractériser sans entrer dans le détail, nous dirons qu'elle est de beaucoup plus sévère que le Code pénal. En effet les affiliés, quel que soit leur rôle hiérarchique, encouront non seulement la peine des travaux forcés à temps, mais encore celle de la rélégalion. Quant aux auteurs, outre la peine de la réclusion, ils encouront l'interdiction de séjour.

Quel est le motif de cette réforme ? Il est facile de comprendre le but du législateur, lorsqu'on considère la nature des peines ajoutées à celles que prévoyait le Code pénal.

Nous avons insisté sur le caractère préventif de cette législation.

On a voulu aller plus loin, et après avoir arrêté et condamné l'affilié à une association de malfaiteurs, on a voulu l'écarter pour un temps plus ou moins long, pour toute sa vie, s'il est nécessaire, du milieu où il se disposait plus spécialement à commettre ses crimes. Ceci dit examinons de plus près la réforme de la loi du 18 décembre 1893.

L'article 266 prévoit deux peines : les travaux forcés et la relégation.

La première de ces peines reçoit son application en cette hypothèse comme dans tous les cas où elle est prévue par la loi sans appeler d'autre observation. Au contraire la relégation intervient ici dans des conditions spéciales.

Si nous prenons en effet la relégation telle qu'elle a été créée par la loi du 27 mai 1885, consistant dans l'internement perpétuel du condamné sur le territoire des colonies ou des possessions françaises elle présente parmi d'autres caractères celui d'être à la fois complémentaire et obligatoire.

Elle est complémentaire en ce qu'elle n'est point encourue seule mais avec la peine prononcée pour la dernière infraction, et à raison d'un état de récidive. Elle est obligatoire, en ce qu'elle s'ajoute pour ainsi dire mécaniquement à la peine principale si le condamné se trouve dans les conditions voulues par la loi. Le juge ne peut en dispenser le prévenu, et ne peut décider que le condamné la subira pendant un temps déterminé : par définition elle est perpétuelle.

Tout au contraire en notre hypothèse, pour la première fois dans notre législation, la relégation n'est point ici une peine complémentaire attachée à l'état de récidive ; c'est la peine en réparation d'un crime déterminé,

en l'absence de tout état de récidive. En outre, elle est facultative pour le juge, qui, suivant la gravité des faits et surtout le degré de nocivité du condamné, pourra la prononcer ou non contre lui. L'intention du législateur d'écarter le coupable du reste de la société où il avait l'intention de porter le trouble ressort encore de la même disposition de la loi de 1893 ; l'accusé encourt la relégation « sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 30 mai 1854 ». La disposition légale dont il s'agit est l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, qui prévoit la résidence obligée des forçats libérés dans la colonie pénale (article 6 de la loi du 30 mai 1854).

Si donc la relégation n'a pas été prononcée, pour autant le condamné sera soumis à une résidence plus ou moins longue hors du territoire.

Cette peine de la relégation reçoit-elle son application exactement dans les termes de la loi du 27 mai 1885 ?

L'article 6 de cette loi décide que la relégation n'est pas applicable aux femmes ni aux individus qui seraient âgés de plus de 60 ans ou de moins de 21 ans à l'expiration de leur peine.

M. LABORDE estime que cette disposition ne doit pas être étendue au cas de relégation qui nous occupe. La raison qu'il en donne est que la loi du 27 mai 1885 vise spécialement et uniquement les récidivistes.

Nous ne suivrons pas l'opinion de cet auteur pour les raisons suivantes : tout d'abord, si la loi du 18 décembre 1893 a prévu la peine de la relégation, le législateur ne pouvait, à moins d'une disposition formelle que nous ne rencontrons pas, envisager des conditions d'application autres que celles de la loi du 27 mai 1885, qui a créé la peine de la relégation et en a réglé le fonctionnement. D'autre part il est bien certain que les mesures de faveur

de l'article 6 de la loi du 27 mai 1885 ont été inspirées dans un esprit d'humanité pour des raisons qui seront les mêmes, qu'il s'agisse d'un récidiviste ou d'un affilié à une association de malfaiteurs.

Comme le législateur a aggravé la peine prononcée contre l'affilié, nous avons vu qu'il avait aggravé celle du fauteur : outre la réclusion, il est passible de la peine de l'interdiction de séjour.

Cette dernière peine dans notre hypothèse appelle deux observations : l'une relative à sa durée, l'autre à la conciliation des articles 46 et 267 du Code pénal.

En ce qui concerne la durée, il est à remarquer que le législateur a cru devoir en cette hypothèse s'écarter des règles prévues par les textes antérieurs. Aux termes de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, l'interdiction de séjour se comporte dans son application et sa durée comme la surveillance de la haute police, peine de l'article 11 du Code pénal. Or la durée de cette dernière ne dépassait pas 20 ans (article 46), tandis que la loi du 18 décembre 1893 permet au juge de la prononcer à vie contre le condamné. Enfin la Cour qui s'abstient de prononcer l'interdiction de séjour doit le mentionner dans son arrêt.

En effet l'article 267 n'empêche point l'application de l'article 46 du Code pénal et si l'arrêt était muet sur la question, par application de l'article 46, § 2, le condamné serait interdit de séjour pendant 20 ans.

Une dernière question qui doit être examinée à propos du crime prévu par la loi du 18 décembre 1893 est celle de savoir quelles seront les questions à poser au jury.

Celle qui se présente tout d'abord pour les affiliés comme la plus adéquate avec la loi, est celle-ci : « N... est-il coupable d'avoir à depuis moins de dix ans formé une association ou établi une entente avec une ou

plusieurs personnes dans le but de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés ?

Toutefois n'oblige-t-on pas le jury à trancher ainsi une question de droit : celle de décider si les infractions que se proposait de commettre l'association doivent ou non être qualifiées crimes.

Peut-être. Mais nous ne voyons pas la possibilité de rédiger la question de manière meilleure. En effet ainsi que nous l'avons exposé au cours de ce travail, l'association de malfaiteurs se propose par hypothèse la réalisation de crimes indéterminés, si bien qu'à moins d'englober nominalement tous les crimes spéciaux prévus par nos lois dans la question posée au jury : on resterait toujours incomplet.

M. GARÇON propose de dire : ... « Dans le but de commettre des homicides volontaires ou des soustractions frauduleuses de la chose d'autrui devant être commises la nuit, en réunion avec effraction ou escalade. »

Ce mode de poser la question pour les affiliés supposerait que l'association n'avait pour objet que la réalisation des crimes nominativement désignés dans la question, ce qui ne peut être.

Il vaut donc mieux à notre avis s'en tenir à la question que nous avons tout d'abord formulée, et nous nous hâtons de faire remarquer que la difficulté disparaîtrait du jour où l'on admettrait avec nous que l'expression de crime dans l'article 265 nouveau, désigne toutes infractions.

En ce qui concerne les auteurs, la question sera : « N... est-il coupable d'avoir à sciemment et volontairement favorisé les auteurs de l'association ou entente en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion. »

CHAPITRE III

EXCUSE ABSOLUTOIRE PRÉVUE PAR LA LOI DU 18 DÉCEMBRE 1893.

Une dernière réforme particulièrement importante de la loi de 1893, est à étudier ici : il s'agit de l'excuse absolutoire prévue par les nouveaux articles 266 et 267.

ART. 266, § 3. — Les personnes qui se sont rendues coupables du crime mentionné dans le présent article seront exemptes de peine si, avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou fait connaître l'existence de l'association.

ART. 267, § 3. — Seront toutefois applicables au coupable des faits prévus par le présent article les dispositions contenues dans le paragraphe 3 de l'article 266.

Le but du législateur est évident. Nous avons montré qu'il s'agit d'une loi préventive plutôt que répressive. Or si bas que soit le procédé de la délation, il a semblé mériter encore d'être encouragé lorsqu'il permettrait d'atteindre un coupable avant qu'il ait eu le temps de mettre à exécution ses desseins criminels.

Ces dispositions ont été évidemment inspirées au législateur, par des dispositions analogues déjà contenues dans nos lois aux articles 108 et 435 C. P. Ces textes visent d'ailleurs des hypothèses toutes différentes. L'excuse de l'article 108 (loi du 28 avril 1832), est celle qui bénéficie au révélateur des « complots ou autres crimes attentatoi-

res à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ». Quant à celle de l'article 435, elle profite au révélateur des « crimes ayant pour objet la destruction par le moyen d'explosif des édifices, habitations, digues, etc... ».

C'est en la rapprochant de ces textes pour établir une comparaison, que nous étudierons les conditions de l'excuse absolutoire des articles 266 et 267. La première condition, c'est que la révélation doit se produire avant toutes poursuites. Notre texte diffère à ce point de vue des dispositions des articles 108 et 435. Aux termes de ces derniers articles, l'excuse est admise non seulement lorsque la révélation intervient avant toutes poursuites, mais aussi lorsque les poursuites étant commencées elle aura permis l'arrestation des coupables jusqu'alors ignorés par les autorités. Ainsi donc une fois les poursuites commencées le coupable qui révélerait des faits tendant à faire inculper d'autres coupables ne saurait profiter de l'excuse ; le législateur craint à juste titre qu'il n'ait agi que sous l'empire de la crainte, au moment où il se voit tombé lui-même entre les mains de la justice. Au contraire et à l'inverse de ce qui est décidé par les articles 108 et 435 cette révélation est une excuse absolutoire, quand bien même elle se produirait alors que le crime serait consommé et que l'association existerait. Les articles 108 et 435 supposent qu'elle intervient avant l'exécution du crime. A un troisième point de vue, une différence est à relever : les articles 108 et 435 n'admettent l'excuse qu'autant qu'elle « a procuré l'arrestation » de coupables ignorés par la justice ; au contraire il suffira, si l'on s'en tient au texte, que l'affilié d'une association de malfaiteurs révèle l'existence de l'association pour bénéficier de l'excuse. Mais à notre avis cette dernière différence qui résulterait de la comparaison des textes ne doit pas

être retenue. Révéler l'existence de l'association, est-ce en faire simplement l'aveu, pour ainsi dire la déclaration ? Ou bien au contraire ne doit-on pas entendre par là, la désignation des membres ou tout au moins de quelques-uns des membres qui la composent, entre lesquels existe l'entente ? A notre avis c'est dans ce dernier sens seul que doit être entendu notre texte sinon nous ne voyons pas la portée et l'intérêt de la dénonciation.

Enfin l'excuse des articles 108 et 435 n'est point réellement absolutoire. Le juge qui l'admet peut prononcer contre le délateur la peine de l'interdiction de séjour. Ici rien de tel : l'excuse est réellement absolutoire, et entraîne l'exemption de toute peine. Nous en tirons deux conséquences : la première, c'est que la révélation se produisant au cours d'une instruction, le fait d'excuse est constant ; le Ministère public ne pouvant dès lors aboutir à faire prononcer condamnation quelconque, il convient pour la juridiction d'instruction de rendre une ordonnance ou un arrêt de non-lieu.

La deuxième c'est qu'une condamnation aux dépens apparaît être même juridiquement impossible, en raison de son caractère accessoire. Toutefois la Cour de cassation en décide autrement.

TROISIÈME PARTIE

Portée pratique de la loi du 18 Décembre 1893

CHAPITRE PREMIER

La dernière partie de cette étude sera consacrée à l'examen de la portée pratique de la loi du 18 décembre 1893. Nous avons vu en étudiant l'histoire de la loi quel avait été son but dans l'esprit du législateur : atteindre les associations de malfaiteurs qu'il était impossible de faire tomber sous l'application du Code pénal, et en particulier les anarchistes. La répression qu'elle organise est-elle efficace ? Nous sommes obligés de dire ici quelques mots de l'anarchisme.

Dans son sens étymologique, anarchisme signifie absence d'autorité, et il correspond assez bien à la conception qu'ont ses adeptes de la société. Cette conception est la suivante : les hommes ont tous un droit égal au bonheur qui n'est autre que la liberté absolue. La société idéale est donc celle de l'état de nature qui seul est bon.

L'anarchiste rêve d'une société où « chacun vivrait à sa guise, sans loi, sans obligations sociales quelconques,

sans patrie, sans magistrats, sans famille, *more ferarum* ».

Toutes les institutions humaines : les lois, le gouvernement, la religion, la propriété, la famille, le patriotisme, sont donc autant d'entraves à la liberté et à la fraternité originelles et doivent disparaître. Toute réglementation est une oppression dont il faut se débarrasser.

L'anarchisme apparaît donc tout d'abord comme un système de philosophie sociale et politique. Ce système a trouvé des apôtres dans presque tous les temps et tous les pays, mais de façon plus précise, et particulièrement en ce qui concerne notre pays, c'est au XVIII^e siècle qu'on trouve son origine dans la philosophie de J.-J. ROUSSEAU. Elle atteint son épanouissement avec le Français PROUDHON et le Russe BAKOUNINE.

Mais ce n'est point seulement une doctrine. A côté de ces penseurs de l'anarchisme prêchant le bouleversement des institutions existantes, il y a les militants qui se proposent la mise en application de leur conception sociale, par la bombe ou le poignard : ce sont les Ravachol, les Vaillant, les Caserio, etc.

Entre les deux catégories il faut placer tous les intellectuels, les publicistes, les propagandistes.

Nous laissons de côté pour le moment ceux qui sont en dessous des uns et des autres, les faux anarchistes pourrait-on dire, la multitude des dépravés, des déclassés, qui n'obéissent à d'autre mobile que la soif de l'or et du plaisir et qui, sous prétexte d'anarchisme, se livrent au vol, au cambriolage, et ne reculent pas devant l'assassinat.

Le crime des anarchistes vise donc les institutions sociales. L'anarchiste qui frappe veut à la fois contribuer pour sa part à l'œuvre de destruction que préconise sa doctrine et donner un exemple à ses semblables. Son acte

dans sa pensée a toujours une portée sociale, et ne doit pas se limiter à un dommage déterminé. Sa mentalité est bien celle du héros d'Adolphe RETTE, dans *Le Règne de la bête*, au moment où il va pénétrer à Notre-Dame, avec un explosif caché sous ses vêtements :

« J'entrerai, dit-il, dans la première église qui sera
« ouverte et là je lancerai la bombe, soit sur quelque prêtre
« soit parmi les individus stupides qui s'agenouillent,
« soit au hasard à travers le chœur. Le tout c'est qu'elle
« éclate comme un défi à ce Dieu en qui l'humanité
« place ses lâches espoirs et son amour encore plus lâche
« de la servitude. »

On conçoit combien dangereux sont pour la société de tels individus « qui veulent renouveler et sauver le monde en le détruisant (1) ».

Les attentats se multipliant depuis 1870, une répression s'imposait et le Code pénal, nous l'avons vu, était impuissant ; il permettait d'atteindre seulement le coupable d'un crime consommé, ou même encore celui qui aurait fait partie d'une association de malfaiteurs dans les conditions que nous avons analysées au début de cette étude. Les années 1892, 1893 et 1894 marquées par les grands attentats de Ravachol, Vaillant et Caserio sont aussi celles où s'élabora toute une législation de répression.

La loi du 2 avril 1892 est la première qui vise indirectement l'anarchisme. Il apparaît en effet à cette époque que l'anarchiste use de préférence de ce terrible engin qu'est la bombe : il s'en sert contre les personnes ou contre les édifices. Il faut donc punir sévèrement ne fût-ce que la tentative du crime commis à l'aide d'explosifs.

C'est le but de la loi du 2 avril 1892, modifiant en les

(1) GARRAUD : *L'anarchie et la répression*.

précisant et en étendant leur sphère les articles 435 et 436 du Code pénal.

Mais cette législation aurait été insuffisante.

Au lieu de venger la société et de faire expier la faute du coupable il faut prémunir la société contre la vengeance de ses ennemis.

A cet ordre d'idées, il faut rattacher quatre lois nouvelles :

La première est celle du 12 décembre 1893. Il n'est pas douteux que la criminalité soit contagieuse, et que le crime fut imputable parfois chez l'agent à l'idée fixe qu'il retire de la lecture de certaines feuilles révolutionnaires. Ces feuilles excitent au crime de deux manières : soit par la provocation directe au crime, soit par l'apologie de certains crimes. Il faut donc atteindre ces feuilles elles-mêmes et les frapper sévèrement. La loi du 12 décembre 1893 modifie donc celle du 29 juillet 1881. Elle punit d'une peine qui peut s'élever jusqu'à 5 ans de prison, ceux qui auront par l'un des moyens de publicité de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, provoqué à l'exécution de certains crimes parmi lesquels les attentats anarchistes, ou en auraient simplement fait l'apologie.

Une seconde loi, en date du 18 décembre 1893, punit la fabrication ou la détention sans autorisation et sans motifs légitimes des machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou d'un explosif quelconque quelle que soit sa composition. Elle atteint même la fabrication ou la détention des substances destinées à entrer dans la composition des engins en question.

La troisième est celle qui porte également la date du 18 décembre 1893 et que nous venons d'étudier.

La quatrième enfin, la loi du 28 juillet 1894, a pour

but de déférer aux tribunaux correctionnels certains délits prévus par la loi du 12 décembre 1893 « lorsque ces infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste »

Elle crée en outre des délits nouveaux qui seront considérés comme tels, indépendamment et en l'absence même de toute publicité ; la simple incitation dans un but de propagande anarchiste à commettre certains crimes, ou la provocation des militaires à la désobéissance. Les tribunaux peuvent prononcer la relégation contre les coupables. Ceux-ci aux termes de l'article 4 doivent subir en cas de peine de prison l'emprisonnement individuel. Enfin lorsque le fait poursuivi a un caractère anarchiste les juges peuvent en tout ou partie interdire la reproduction des débats.

Dans cet ensemble de lois dirigées contre les anarchistes quelle est la portée pratique de la loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs ?

Il ne serait pas exagéré de dire qu'elle est restée jusqu'alors lettre morte dans notre législation. Le but louable de la loi était de permettre aux Parquets d'atteindre les anarchistes constitués sans aucun doute en groupements, mais en groupements très différents des bandes prévues par l'ancien article 265. Le législateur a pensé y réussir en donnant à l'infraction nouvelle une forme assez souple pour briser les associations criminelles les plus insaisissables. Mais les anarchistes ont passé quand même à travers les mailles de ce filet, et la loi est encore insuffisante. Une application célèbre a été faite en 1894 de la loi alors récente du 18 décembre 1893. Trente individus furent poursuivis devant la Cour d'assises de la Seine sous l'inculpation de crimes d'association de malfaiteurs. C'est le procès des Trente. Le Ministère public essaya de démontrer qu'entre ces individus professant des

doctrines anarchistes, penseurs, propagandistes et agents d'exécution, il y avait une unité de vue qui constituait l'entente. Les théoriciens exposent l'idée ; les propagandistes poussent au crime, et les agents d'exécution le réalisent : c'est le compagnonnage anarchiste. Le jury estima au contraire qu'il n'y avait cependant pas là, une entente suffisante dans le sens de la loi et il acquitta. Or s'il faut démontrer que plusieurs individus se sont concertés et ont arrêté ensemble un attentat, et si c'est dans cette hypothèse seulement que l'article 265 est applicable, la loi de 1893 ne peut rien contre les anarchistes qui opèrent au contraire individuellement.

A cette raison qui est dans la forme insaisissable et fuyante de l'entente anarchiste, il y en a une seconde qui s'ajoute pour enlever presque toute efficacité à la loi du 18 décembre 1893.

Le jury comprend mal l'application d'une peine aussi lourde que celle prévue par la loi contre un individu qui non seulement n'a jamais commis un attentat quelconque, mais n'a peut-être jamais causé le moindre dommage à autrui.

Est-ce que ce n'est pas la pensée de l'homme qu'on incrimine, et de quel droit le ferait-on ?... Ne rétablit-on pas le crime d'hérésie ?...

Le jury ne sait pas en effet saisir la raison qui impose pour les crimes sociaux une législation préventive plutôt que répressive. Cette raison c'est la gravité éventuelle, l'étendue du désastre qui sera la conséquence du crime commis. Sans tomber dans les excès de la loi romaine à ce sujet, la répression s'impose avant le crime, ou plutôt la préparation du crime doit être considérée comme un crime et sévèrement punie : il faut couper le mal dans sa racine. Heureusement cette législation répressive n'a

plus le même intérêt depuis quelques années : elle constitue une arme toujours prête dans notre arsenal mais le mouvement anarchiste est loin d'être aussi impétueux qu'il l'a été autour des années 1893-1895.

A cette époque M. le professeur GARRAUD disait en terminant l'ouvrage que nous avons cité plusieurs fois : « Quel est l'avenir de l'anarchie ? » Le parti existe toujours ; il a toujours ses théoriciens et ses propagandistes, ses livres, ses brochures, ses conférences, sa presse. Les journaux *l'Avant-Garde*, la *Révolution*, le *Père Peinard* ont survécu longtemps encore ou existent à l'heure actuelle sous d'autres noms ; mais la propagande par le fait semble heureusement interrompue. Les attentats nombreux et successifs d'il y a vingt ans ne se reproduisent plus, ou sont rares et isolés. A peine peut-on citer celui dont fut victime le roi Alphonse XIII, à Paris, il y a quelques années.

A quoi tient cette accalmie ? Peut-être à la législation répressive que constitue la loi du 2 avril 1892. Peut-être aussi à ce fait que le véritable anarchiste, effrayé des méfaits qu'on lui impute et qui ne sont que l'œuvre de bandits, se retire pour ainsi dire du monde, et se borne en silence à penser, parfois à écrire.

M. GARÇON prétend (Code pénal annoté, article 265, n° 31), que la loi du 18 décembre 1893 n'a d'ailleurs pas davantage d'utilité à l'encontre des associations de malfaiteurs ordinaires. Il eût été utile, dit-il, « d'atteindre ces bandes de cambrioleurs et souteneurs qui aujourd'hui menacent la sécurité d'une façon très dangereuse... Mais le but de ces criminels, et leur entente, échappent en réalité à toute constatation, et il semble en effet que la pratique n'a pas fréquemment usé de la loi nouvelle contre ces bandes ».

Contrairement à cet avis nous pensons que la loi du 18 décembre 1893, va retrouver une raison d'être précisément en raison de la déformation de l'anarchisme en ces dernières années.

On ne pouvait pas atteindre les anarchistes véritables parce qu'ils ne constituaient pas l'association de malfaiteurs, ou s'en écartaient par trop. En revanche nous croyons que fréquemment les criminels, faux anarchistes qui excipent des théories de Bakounine pour commettre des crimes épouvantables, pourraient être fréquemment poursuivis sous l'inculpation de l'article 265, tel que l'a modifié la loi du 18 décembre 1893.

Leur manière d'agir sera la plupart du temps la suivante : Des entrevues secrètes réunissent au fond de quelque cabaret de nuit des individus dont on peut dire que leurs allures louches les ont réciproquement signalés les uns aux autres comme des camarades possibles. Ils choisissent la victime, et il ne s'agit point pour eux de faire « le beau geste » désintéressé de l'anarchiste supprimant quelques membres anonymes de la société, il s'agit de voler et non seulement de ne pas reculer pour l'accomplissement du vol devant le meurtre, mais de parti pris et d'avance, de préparer le vol par l'assassinat. Les moindres détails du crime seront étudiés : l'un volera d'abord l'automobile qui doit servir à la fuite, il conduira le véhicule à un point déterminé où tous les membres de l'expédition, au nombre de quatre ou cinq monteront dans la voiture qui s'arrêtera à la porte de l'immeuble où va s'accomplir le forfait ; là les voyageurs descendront, pénétreront brusquement dans la maison ; deux d'entre eux en assassineront les hôtes pendant que les autres pilleront les coffres-forts.

Puis l'automobile emportera à toute allure les crimi-

nels, chez des complices, des receleurs qui leur fourniront, un abri, des vêtements, etc...

C'est ainsi que dans le cours de l'année 1912, les bandits Bonnot, Garnier, Vincent et autres ont commis une série d'épouvantables attentats. Ces hommes s'affublant de l'épithète d'anarchistes ne sont que des voleurs dangereux. Or il nous semble certain qu'à l'égard de ceux-là l'article 265 pourrait être sérieusement invoqué.

« Une entente » relativement facile à établir existe entre eux « dans le but de préparer et commettre des crimes contre les personnes et les propriétés ». D'après une note parue dans les quotidiens quelques jours après l'arrestation de Carrouy, actuellement détenu, le Parquet de la Seine retiendrait en effet contre lui le crime d'association de malfaiteurs. Il ne nous semble pas douteux que le jury réponde affirmativement sur la question qui lui sera posée à ce sujet. D'ailleurs en cette espèce l'intérêt pratique de l'inculpation disparaîtra quelque peu, Carrouy étant probablement renvoyé en Cour d'assises comme coupable de plusieurs assassinats et encourant de ce chef la peine capitale. Mais le même crime aurait pu être relevé à l'encontre de Dubois, qui périt sous la fusillade dans le garage Fromentin, à Choisy-le-Roi, bien qu'il ne fût l'auteur direct d'aucun des crimes accomplis par les sinistres bandits.

Il convient donc de signaler en terminant la portée actuelle de la loi du 18 décembre 1893 que nous venons d'étudier.

L'article 265 du Code pénal visait le crime d'un autre âge, celui des bandes armées. Cette disposition législative avait peu ou pas d'application.

M. GARRAUD cite à ce sujet des statistiques : « De 1826 à 1830, dit-il, il y avait, en moyenne, trois affaires de ce

genre par année, avec vingt-sept accusés pour l'ensemble des trois affaires. Depuis lors on parcourt quelquefois plusieurs années sans trouver une seule cause de cette nature mentionnée au compte général de l'administration de la justice criminelle. C'est ainsi qu'il y a eu une affaire de ce genre en 1884. Il n'y en a pas eu depuis. D'autre part, on voit diminuer légèrement le nombre des coaccusés (coauteurs ou complices poursuivis ensemble à l'occasion d'une même affaire). De 1826 à 1861, il y avait généralement un peu plus de cent trente accusés par cent accusations. Depuis 1861, le nombre des accusés par cent accusations reste à peu près à cent vingt-cinq. Devant ces chiffres, le rapport général sur la statistique criminelle de 1826 à 1880 croit pouvoir dire : l'esprit d'association de malfaiteurs semble tendre à diminuer. »

Et M. GARRAUD ajoutait dans son traité antérieur à la loi de 1893 que selon lui, la conclusion du rapport général était inexacte. L'esprit d'association, disait-il, « se renouvelle, se diversifie, s'assouplit, s'adapte aux conditions dans lesquelles il se sent appelé à agir ». Il prévoyait ainsi l'avènement d'une époque où l'on verrait renaître les associations de malfaiteurs et où il faudrait à nouveau user de rigueur à leur égard. Ses prévisions se sont réalisées au point que vers 1892, les textes du Code pénal vont apparaître comme insuffisants et la loi du 18 décembre 1893 sera votée.

La loi du 18 décembre 1893 est une loi de circonstance, votée sous l'influence des événements et dans le but de mettre un frein au mouvement anarchiste d'alors. Aujourd'hui sans portée à l'égard des anarchistes, d'ailleurs moins violents, elle peut être encore une arme puissante pour faire respecter la vie et la propriété des citoyens. La plupart des grands crimes de nos jours sont l'œuvre non

pas d'un individu isolé, mais d'une association véritable de malfaiteurs, entre lesquels des relations criminelles peuvent être établies par une instruction adroite.

Il y a plus : nous estimons que c'est à tort que des auteurs ont considéré que l'article 265 ne pouvait être invoqué à l'égard d'une association qu'autant qu'elle se proposait de commettre des *crimes*.

Il sera difficile, avons nous dit, d'établir une distinction entre l'association ou l'entente qui a pour but la perpétration des crimes, et celle qui tend seulement à commettre des infractions qualifiées délits. Nous n'hésitons pas à reprendre ici notre manière de voir, et à demander que l'expression de « crimes contre les personnes ou les propriétés » de l'article 265, visât toutes les infractions rentrant dans la catégorie des crimes ou des délits contre les personnes ou les propriétés.

Alors l'article 265 aurait une portée considérable. Que de fois dans une instruction touffue, des prévenus bénéficient d'une ordonnance de non-lieu, parce que le magistrat qui est certain de leur culpabilité ne peut démontrer de façon suffisante contre eux une participation effective à l'infraction commise. Si l'on peut établir entre lui et les auteurs principaux une « entente » dans les conditions que nous avons déterminées ci-dessus, c'est en vertu de l'article 265 que ce coupable, qui sans cela échapperait à la répression, pourra être poursuivi. C'est donc en demandant à la jurisprudence une interprétation très large que nous terminons cette étude : en retirant de l'oubli où elle semble confiner cette disposition pénale de l'article 265, nous pouvons réprimer d'une manière énergique la criminalité toujours croissante.

CONCLUSION

Par l'étude à laquelle il vient d'être procédé sur l'association de malfaiteurs nous avons pu suivre les transformations survenues dans les mœurs et dans la loi.

L'association de malfaiteurs ne se présente plus, ne peut plus se présenter dans les mêmes conditions qu'au début du siècle. Les bandes armées n'avaient pu se former que dans un pays désorganisé, pendant une période de troubles intérieurs et extérieurs. Elles devaient disparaître aussi avec la réorganisation d'un gouvernement de fer comme celui de Napoléon I^{er}.

Dans un rapport du 1^{er} frimaire an IX, FOUCHÉ expose que dans quarante départements, trois cents bandits avaient été arrêtés et un plus grand nombre détruit.

Ce seul fait nous permet d'apprécier quelle importance avaient pris les associations de malfaiteurs à cette époque, et avec quelle rigueur aussi elles furent traquées.

A l'inverse de la plupart des dispositions législatives codifiées, c'est une véritable législation de circonstance que celle des articles 263 et suivants.

Créée pour remédier à un mal du moment, elle devait tomber en désuétude après la disparition du mal lui-même.

Il est intéressant de constater que la loi du 18 décembre

1893 est intervenue dans les mêmes circonstances que les articles 265 et suivants et pour devenir lettre morte comme eux.

Depuis quelques années, les grandes villes étaient en proie à la terreur. Plus de sécurité ni dans la rue, ni dans un lieu de réunion, ni au spectacle. On redoutait à chaque instant qu'un exalté ne lançât sur la foule anonyme l'engin de mort qui dans une détonation effroyable fait cent victimes.

Plus particulièrement les membres du gouvernement, les autorités civiles et militaires étaient chaque jour menacés.

Il fallait une législation nouvelle et c'est alors qu'intervinrent successivement les quatre lois dont nous avons parlé, parmi lesquelles la loi du 18 décembre 1893.

Il s'agit donc d'une loi de circonstance comme l'avaient été les textes des articles 265 et suivants.

Nous avons montré qu'elle n'avait pas eu plus de portée pratique.

« Pour saisir les crimes anarchistes dans ce qu'ils peuvent avoir de collectif, dit M. GARÇON, c'est encore trop d'exiger une entente (1). »

Heureusement d'ailleurs cette loi comme les articles 265 et suivants a perdu toute utilité par la disparition à peu près complète des attentats anarchistes.

Ce qu'on a voulu atteindre à un moment donné, le compagnonnage anarchiste, existe toujours, mais on ne le poursuit pas pour cette double raison qu'il n'est plus considéré comme dangereux pour la société, et que des poursuites n'aboutiraient pas.

Ce que nous attendons maintenant de la jurisprudence, c'est de voir transformer cette loi du 18 décembre 1893,

(1) GARÇON : *Code pénal annoté*, art. 265, n° 30.

loi de circonstance visant une seule catégorie d'individus, les anarchistes, en une loi de portée générale et considérable.

Il y a des associations de malfaiteurs dans tous les genres de crimes et de délits, et c'est à cause des moyens et de la puissance qu'ils tirent de l'association que certains criminels arrivent à commettre de nos jours les plus audacieux forfaits. Sans aller jusqu'à dire, comme les Romains, que l'on n'est pas tenu d'être juridique avec les voleurs, nous estimons qu'une interprétation très large de la loi du 18 décembre 1893 permettrait au Ministère public de réaliser l'œuvre de salubrité dont il est chargé, d'autant mieux que les associations de malfaiteurs dont les terribles exploits ont ramené l'attention sur les dangers de l'association ou entente criminelle paraissent trouver surtout leurs éléments de recrutement dans les milieux anarchistes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le législateur a réuni dans une même section l'association de malfaiteurs, le vagabondage et la mendicité. Ces trois infractions ont un caractère commun.

Le crime d'association de malfaiteurs semble ignoré de nos jours. Est-il disparu des mœurs actuelles ? Non. A raison du danger social qu'elle comporte, l'association de malfaiteurs est répréhensible.

Division de cette étude 5

PREMIERE PARTIE

L'association de malfaiteurs dans le Code pénal.

CHAPITRE PREMIER. — Le crime prévu par les articles 265 et suivants du Code pénal est une infraction bien distincte.. 9

A divers points de vue, il ne se confond pas avec le crime de réunion en bandes armées. Il diffère également du délit d'attroupement prévu par la loi du 7 juin 1848. Il se différencie enfin d'un certain nombre d'infractions où la loi voit seulement une circonstance aggravante dans la réunion de plusieurs délinquants.

CHAPITRE II. — Eléments constitutifs du crime prévu par les articles 265 et suivants du Code pénal 14

Ils sont au nombre de deux : il faut une association de malfaiteurs et il faut qu'elle soit dirigée contre les personnes ou les propriétés. Premier élément : Que faut-il entendre par malfaiteurs ? Ce terme suppose-t-il la perpétration de méfaits antérieurs ? Oui, si l'on se reporte à l'exposé des motifs ; non, suivant certains auteurs. Il faut s'en tenir à l'exposé des motifs.

Que faut-il entendre par association ? La définition en est contenue dans l'article 266 du Code pénal. Jurisprudence de la Cour de Cassation : Le jury doit être appelé à délibérer sur l'organisation de bandes.

Le nombre des affiliés importe peu.

Deuxième élément : association dirigée contre les personnes ou les propriétés.

Est-il nécessaire pour l'application des articles 265 et suivants que les infractions que l'association se propose de commettre soient des crimes proprement dits ou, au contraire englobe-t-il dans l'expression de crimes toutes infractions quelconques ? A s'en tenir aux textes des articles 267 et 268, il faut décider en faveur du premier système. Le second nous semble pour plusieurs raisons plus rationnel.

CHAPITRE III. — Pénalités prévues par les articles 267 et 268 du Code pénal 22

Distinction entre les auteurs principaux et les complices.

Pour les auteurs principaux, la pénalité est graduée suivant le rôle joué par l'individu dans l'association. Que faut-il entendre par « individu chargé d'un service » ? Opinion de divers auteurs. La Cour de Cassation décide que le seul fait de l'affiliation est répréhensible.

Pénalités frappant les complices : l'article 268 ne se confond pas avec l'article 61 du même Code.

DEUXIEME PARTIE

Loi du 18 décembre 1893

Rapprochement du texte de la loi nouvelle et des textes du Code pénal 27

CHAPITRE PREMIER. — Eléments constitutifs du crime prévu par la loi du 18 décembre 1893 30

Ils sont au nombre de deux : il faut une association ou entente, et il faut qu'elle existe dans le but de préparer ou commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Premier élément : Suppression dans le nouveau texte du terme de malfaiteur : la loi est ainsi applicable à l'affilié quels que soient ses antécédents.

Que faut-il entendre par association ?

La définition contenue dans l'article 266 a été supprimée : Association est synonyme d'entente. Qu'est-ce que l'entente ? La loi n'entend pas frapper la propagande anarchiste. La simple communion d'idées n'est point l'entente. L'entente est la résolution d'agir arrêtée en commun. Différence avec le complot : le complot est la résolution d'agir pour commettre un ou plusieurs crimes déterminés, tandis que l'entente est la résolution d'agir pour commettre une série de crimes indéterminés.

Second élément : Association ou entente dans le but de préparer ou commettre des crimes indéterminés.

L'association n'est punissable que si les infractions qu'elle se propose de commettre sont des crimes. Il nous semble que c'est à tort qu'on a établi ici une distinction entre les associations qui n'auraient pour objet que des

infractions qualifiées délits et celles qui se proposeraient la réalisation de crimes. Cette distinction ne se comprend guère et serait en fait très difficile à établir.

La preuve du but de l'association incombe au ministère public et s'établira par tous moyens, selon les principes généraux du Droit pénal.

CHAPITRE II. — Pénalités prévues par la loi du 18 décembre 1893. 39

Deux catégories de personnes punissables : Auteurs et fauteurs. Auteurs : Plus de distinction entre les chefs et les simples affiliés. La seule qualité d'affilié tombe sous le coup de la loi. La controverse soulevée par les mots : « individus chargés d'un service » n'existe plus.

Les fauteurs : Ce sont ceux qui ont sciemment et volontairement favorisé les affiliés. Quant aux faits matériels qui doivent être établis contre eux, ils sont limitativement prévus par la loi.

Le crime des fauteurs est distinct de la complicité du crime d'association de malfaiteurs : car complicité suppose concomitance avec l'infraction. Intérêt de la distinction au point de vue de la peine. Autre intérêt de la distinction : Le fauteur peut être atteint alors même que le crime de l'affilié ne serait pas punissable.

Le crime des fauteurs est distinct de la complicité des crimes commis par les affiliés.

Rapprochement des articles 61, 248 et 267 : Hypothèses visées respectivement par ces textes.

Peines encourues : La loi du 18 décembre 1893 est plus sévère que ne l'était le Code pénal. Le législateur a voulu non seulement frapper le coupable, mais l'écarter de la société. Travaux forcés et relégation. La relégation, contrairement au système de la loi du 27 mai 1885, n'a point ici le rôle d'une peine complémentaire et n'est pas obligatoire.

Il y a lieu, en ce qui concerne l'exécution de cette peine, de se conformer à l'article 6 de la loi du 27 mai 1885 qui en dispense les femmes et les vieillards de plus de soixante ans.

Peine des fauteurs : Outre la réclusion, l'interdiction de séjour. L'interdiction de séjour, dont la durée normale est de vingt ans, peut être prononcée à vie. La Cour d'assises qui s'abstient de la prononcer doit le déclarer dans son arrêt.

Position des questions au jury.

CHAPITRE III. — L'excuse absolutoire 50

But du législateur. Analogie et rapprochement des dispositions des articles 266, § 3 et 267, § 3 avec les articles 108 et 435 du Code pénal. Conditions d'application.

TROISIEME PARTIE

Portée de la loi du 18 décembre 1893. — L'anarchisme.

CHAPITRE PREMIER. — Le but cherché par le législateur a-t-il été atteint ? Qu'est-ce que l'anarchisme ? Doctrine sociale : Suppression de toute autorité. A côté des théoriciens, il y a des militants par le crime 53

Multiplicité des attentats anarchistes depuis 1870 : L'opinion publique demande une législation sévère. Les quatre lois votées de 1892 à 1894. Parmi ces lois, celle du 18 décembre 1893 est restée à peu près lettre morte : Il est impossible de démontrer entre les anarchistes l'entente prévue par la loi. La loi du 18 décembre 1893 a d'ailleurs perdu de son intérêt par suite du ralentissement du mouvement anarchiste.

Pourquoi ne pas faire servir la loi du 18 décembre 1893 à la répression des crimes commis par des associations de malfaiteurs de droit commun. Leur manière d'agir. Il faudrait, pour les atteindre, que la jurisprudence décidât qu'il n'y a pas à rechercher si leurs associations ont pour but de préparer ou commettre des crimes proprement dits ou seulement des délits.

CONCLUSION

Les textes du Code pénal ont été votés dans une période troublée. Les associations par organisation de bandes ayant disparu, ils sont devenus sans intérêt.

La loi du 18 décembre 1893 est également une loi de circonstance. En outre, elle ne satisfait pas à son but.

Elle pourrait toutefois constituer à l'heure actuelle une arme sérieuse contre les associations de criminels de droit commun, dont les exploits sinistres sont nombreux et retentissants.

Vu :

Le Président de la Thèse,

GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 11 novembre 1912

Le Doyen de la Faculté,

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 11 novembre 1912,

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN.



